



REPUBLIQUE FRANCAISE  
Liberté – Egalité – Fraternité

ARRETE N°126-2023  
AUTORISANT L'OUVERTURE D'UN DEBIT DE BOISSONS TEMPORAIRE

Le Maire délégué de la commune de Chambois, commune de GOUFFERN EN AUGE (Orne)

VU les articles L. 2212-1 et L. 2212-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU l'article L 3334-2 et les articles L 3351-1 et suivants du code de la santé publique,

CONSIDERANT, qu'à l'occasion de la manifestation « Entrecôtes – Frites » du 15 août 2023 organisée par le Comité des sports et loisirs de Chambois, Madame Sabrina MEUNIER, trésorière a demandé l'autorisation d'ouverture d'un débit de boissons temporaire.

ARRÊTE

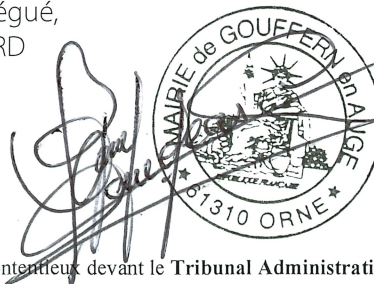
ARTICLE 1er : Le Comité des sports et Loisirs dont le siège social est situé à : Mairie – 1 Place de l'hôtel de ville - Chambois- 61160 GOUFFERN EN AUGE est autorisé à ouvrir un débit de boissons temporaire à l'occasion de la manifestation « Entrecôtes – Frites » qui aura lieu le mardi 15 août 2023 - 9h00 au mercredi 16 août 2023 - 2h00 à la salle du stade de Chambois – Rue Paul Buquet - Chambois – 61160 GOUFFERN EN AUGE.

ARTICLE 2 : À cette occasion, il ne pourra être vendu que des boissons des groupes 1 et 3 qui comprend les boissons sans alcool et les boissons fermentées non distillées : le vin, la bière, le cidre, le poiré, l'hydromel, les vins doux naturels, les crèmes de cassis, les jus de fruits ou de légumes fermentés comportant de 1,2 à 3 degrés d'alcool, vins de liqueurs, apéritifs à base de vin et liqueurs de fraises, framboises, cassis ou cerises, ne titrant pas plus de 18 degrés d'alcool pur.

ARTICLE 3 : Toute la réglementation concernant les débits de boissons devra être respectée et en particulier l'interdiction de vente d'alcool aux mineurs.

ARTICLE 4 : Monsieur le Maire de la commune de Gouffern en Auge,  
Monsieur le Major de la Brigade de Gendarmerie d'Argentan,  
sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'application du présent arrêté,

Fait à Gouffern en Auge, le 3 août 2023  
Le Maire délégué,  
Ph. LANGEARD



Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de M. le Maire et/ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Caen, dans le délai de deux mois à compter de sa publication.

Il est précisé que, sous peine d'irrecevabilité, tout recours contentieux contre cet acte devra être accompagné, soit de la justification du dépôt d'une demande d'aide juridictionnelle, soit du règlement d'une somme de 35 € au titre de la contribution à l'aide juridique, conformément aux dispositions de l'article 1635 bis Q du Code Général des Impôts et du décret n° 2011-1202 du 28 septembre 2011.